

LA PLUS FORTE VENTE DE LA RÉGION

ALLE. 108, Rue de Paris  
PARIS. 48, Bd. Haussmann

JOURNAL D'INFORMATION

# L'Égalité

de Roubaix - Tourcoing

BUREAUX : Téléphone 351-17  
ROUBAIX 46, rue de la Gare, 45

Tourcoing : Téléphone 3-85  
3, rue Fidèle Laboucq

DIRECTRICE : M<sup>me</sup> Eug. GUILLAUME.

## APRÈS la démonstration déplacée de Rome

Le discours du comte Ciano, à la Chambre italienne, a provoqué diverses manifestations qui se sont traduites par les cris de : « Tunisie, Corse, Djibouti ».

Il semblerait que l'on se soit rendu aux plus mauvais jours des relations entre la France et l'Italie, alors que, y a peu de temps, M. François Poncet, ambassadeur de la République française à Rome, reconnaissait solennellement, au nom de la France, l'Empire italien d'Éthiopie, alors qu'hier encore, M. Guariglia, ambassadeur d'Italie à Paris, remettait les lettres de créances au chef de l'État français.

Dans un État où l'opinion publique est libre de s'exprimer comme il lui convient, une telle manifestation eût déjà pu paraître déplacée. Elle l'est bien davantage dans un État totalitaire où l'on peut dire, sans risquer de se tromper, que l'opinion publique, dans ses extériorisations, est manifestement dirigée.

Que veut l'Italie, ou plutôt que veut le régime fasciste ? Amener les esprits

Il y a là une situation déplorable que l'on regrette d'avoir à souligner. On n'imagine cependant pas, en Italie, que la France puisse, de gaieté de cœur, considérer comme justifiées et acceptables des revendications territoriales sur une partie intégrante de son territoire telle que la Corse, patrie de Napoléon I<sup>er</sup>, département français acquis à la France depuis plus de 175 ans ; des revendications coloniales sur Djibouti, tête de ligne d'un chemin de fer qui a été conçu et construit entièrement par des Français, alors qu'il y avait peut-être plus de danger à le faire, en tous cas plus de simple héroïsme, qu'à se livrer à une conquête où la force s'est exercée au mépris de tous droits ; des revendications sur un pays, comme la Tunisie, soumis à notre protectorat depuis 57 ans, dont la pacification et la mise en état de produire ont coûté des vies humaines à nos soldats et à nos colons.

Que dirait-on à Rome si nous réclamions le duché d'Aoste sous prétexte qu'on y parle français, ou Gènes et Turin parce que ces ports peuvent nuire, soit à notre défense, soit à notre expansion commerciale.

Nous savons bien, certes, que l'Italie est le pays de Machiavel, mais l'auteur du « Prince », s'il vivait encore ne se serait pas laissé aller, très certainement, à réclamer d'un État voisin, des territoires et des richesses, voir des populations qui tiennent essentiellement au cœur et aux intérêts primordiaux de cet État. Il n'aurait pas commis cette faute, car c'en est une et très grave, de saluer des sympathies pour une question de prestige immédiat qui ne peut pas avoir de lendemain.

L'axe Rome-Berlin subsiste, chacun le sait. Très bientôt même, M. von Ribbentrop viendra confirmer à Paris et développer les accords de Munich.

On ne voit pas très bien à quoi rime la manifestation de Rome. Pour tous les Français, et il n'en manque pas, qui aiment l'Italie, qui la considèrent comme la sœur latine, les revendications contenues dans les cris des députés romains et répétés par une foule de soi-disants étudiants, constituent un manque de tact, pour le moins.

Quant à nous, sans vouloir jeter de l'huile sur le feu, nous ne pouvons manquer de nous rappeler que c'est le sang français qui, en 1859 et 1860, a coulé sur les champs de bataille de Magenta et de Solferino pour libérer les petites principautés italiennes de l'emprise de l'Autriche et pour créer littéralement une nation nouvelle. Nous n'oublions pas davantage l'action décisive du général Foch et des divisions françaises sur la Piave, il y a moins longtemps que cela.

Et s'il y a, aujourd'hui, un empire italien on devrait se souvenir à Rome que c'est à la France qu'on le doit en grande partie.

Frédéric LAGRANGE.



Le Comte CIANO  
Ministre des Affaires étrangères d'Italie.  
(Photo Nylt)

contre une nation voisine qui vient de reconnaître une situation de fait qu'elle n'avait pas cru devoir accepter, « de pure » pendant de longs mois, n'est-ce pas faire la preuve que l'on cherche à maintenir une tension que les diplomates s'efforcent d'atténuer, sinon de faire disparaître ?

L'attitude même de la presse romaine prouve bien qu'à Rome on ne desire pas une entente immédiate avec la France ou si l'on veut aboutir à des accords, on cherche peut-être à se faire payer un tel arrangement.

## Les Corses et les Tunisiens témoignent de leur loyalisme à l'égard de la France

Notre ambassadeur a été reçu hier soir en audience, par le Comte Ciano

« Il semble que l'Italie veuille maintenir avec la France des relations aussi désagréables que possible, afin de voir ce que cette attitude peut lui rapporter », lit-on dans le « Times ».



Voici la foule devant la Chambre des Députés Italienne, attendant de connaître les termes du discours du Comte CIANO. On voit qu'à l'issue de cette séance, les Députés prononcèrent les mots de « Tunisie », « Corse » et « Djibouti » lorsque le Comte CIANO parla des « aspirations naturelles de l'Italie ». (Ph. Nylt)

Tunis. 2. — L'opinion publique ne s'est nullement émue en Tunisie des manifestations de Rome ; personne n'a pris au sérieux de telles revendications.

Toutefois, la presse française de Tunisie, unanime, déclare de son côté que la Tunisie fait partie de l'Empire français et qu'il n'y sera pas touché. Notons les articles particulièrement énergiques de la « Dépêche Tunisienne » et de la « Presse Tunisienne » qui affirment l'une et l'autre qu'on ne fera pas de l'Empire français une seconde Tchecoslovaquie.

Ajoutons que le journal italien de Tunis, l'« Union » n'a fait aucune allusion à la manifestation de Rome.

Casablanca, 2. — Après le discours du comte Ciano, à la Chambre des députés italienne et les manifestations de la foule à Rome, les associations corses du Maroc ont tenu dans les principales villes du Protectorat des réunions de protestation.

Des télégrammes ont été adressés au président du Conseil assurant le gouvernement de la détermination tranquille des Corses de repousser les intrigues italiennes comme leurs pères firent pour chasser les envahisseurs génois et affirmer solennellement que « fiers du titre de Français, ils n'accepteront jamais que la nationalité française leur soit contestée par qui que ce soit ».

(LIRE LA SUITE EN CINQUIÈME PAGE)

## Pour favoriser l'apaisement social

### « Les conventions collectives ne sont pas rompues... les conditions de travail ne doivent pas être modifiées »

a déclaré, hier soir, M. Daladier qui lancera prochainement un nouvel appel à la modération des chefs d'entreprises

Dans une lettre à M. Daladier, M. Jouhaux indique que LE CONSEIL EXTRAORDINAIRE DE LA C. G. T. SERA APPELÉ A EXAMINER LE PROBLÈME DE LA COLLABORATION DES ORGANISATIONS SYNDICALES AUX DIFFÉRENTS ORGANISMES OFFICIELS



M. DE MONZIE  
Ministre des Travaux Publics s'entretenant avec des journaliers.  
(Photo Nylt)

## LE GROUPE SOCIALISTE S'EST ÉLEVÉ CONTRE LES SANCTIONS ET LES LICENCIEMENTS

Paris, 2. — M. Daladier s'est entretenu ce matin avec MM. Guy La Chambre, ministre de l'Air, Paul Reynaud, ministre des Finances et Campinchi, ministre de la Marine, des sanctions qui seront prises pour faits de grève après la journée du 30 novembre.

De son côté M. Pomaret, ministre du Travail, a envisagé avec M. Clapier, directeur du cabinet de M. Daladier, l'évolution des divers conflits sociaux en voie de règlement et la situation créée par la fermeture momentanée de plusieurs usines.

En quittant la présidence du Conseil, le ministre du Travail a déclaré qu'un appel allait être adressé par le gouvernement aux chefs d'entreprise pour que ceux-ci favorisent l'apaisement social soutenu par le gouvernement en faisant preuve de modération dans les décisions qui doivent être prises après la grève de mercredi dernier.

Enfin, le président du Conseil s'est entretenu avec M. Chichery, président du groupe radical de la Chambre de la préparation de la réforme électorale.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE)

4.000 employés sur 5.000  
5.000 ouvriers sur 28.000

ont travaillé hier dans les établissements métallurgiques de la région de Valenciennes

De nouveaux incidents se sont produits à Denain et M. Thomas, secrétaire de la section des métaux a été arrêté ainsi que M. Carpentier, Conseiller Général, Maire de Marly.



A GAUCHE : M. CARPENTIER, Maire de MARLY, Conseiller général, Secrétaire de la Section des Métaux de Marly, parmi les jeunes métallos lors de l'évacuation de l'usine de la Rhonelle, qui a été arrêtée. — A DROITE : M. THOMAS, Secrétaire général de la Section syndicale des usines Cail à Denain, touché sur un mur de l'usine, prêchant le calme aux grévistes lors d'une des premières manifestations du mouvement qui a été arrêté. (Ph. Révelli)

## M. VON RIBBENTROP ARRIVERA A PARIS MARDI MATIN

La déclaration franco-allemande sera probablement signée au cours de cette journée

Paris, 2. — M. von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, arrivera à Paris mardi matin et repartira jeudi, dans la matinée. Le programme de cette visite n'est pas encore définitivement arrêté. La signature de la déclaration franco-allemande aura lieu probablement mardi. M. Daladier offrira, le même jour, un déjeuner en l'honneur de M. von Ribbentrop. Dans la soirée, M. Georges Bonnet recevra à dîner le ministre des Affaires étrangères du Reich. Enfin, mercredi, sera donné un dîner à l'ambassade d'Allemagne.

## EN BELGIQUE M. M.-L. GÉRARD, MINISTRE DES FINANCES A DÉMISSIONNÉ

Mardi, M. Spaak fera une déclaration affirmant la volonté du gouvernement de ne pas pratiquer une politique de déflation

Bruxelles, 2. — Le Conseil de cabinet s'est réuni de nouveau ce soir. A l'issue de la réunion, le communiqué suivant a été publié :

« Le gouvernement a longuement examiné la situation politique. Le premier ministre fera une déclaration à la Chambre, mardi. Il réaffirmera la volonté unanime du gouvernement de ne pas procéder à une politique de déflation, de faire voter l'assurance chômage obligatoire, de pratiquer une politique économique aussi active que possible, notamment en maintenant tout en œuvre pour réduire l'écart entre les prix de gros et de détail, et en promouvant, ainsi que l'affirme la déclaration ministérielle, une discipline industrielle nécessaire au bien de tous.

« M. Max Léon Gérard n'a pas pu se rallier à cette déclaration. Peu après on apprendit que M. Max Léon Gérard, ministre des Finances, est démissionnaire.

## DES INCIDENTS A BUDAPEST

Des devantures de magasins ont été saccagées et 310 arrestations ont été opérées

Budapest, 2. — A la suite des incidents qui ont eu lieu dans la soirée, à Budapest, plusieurs devantures de magasins ont été saccagées et le nombre des personnes arrêtées s'élève à 310.

## LE DRAME D'ESTRUN DEVANT LA COUR D'ASSISES DU NORD

### BRISMÉE ET BURY qui tuèrent un vieillard qui les calomniait sont acquittés



EN HAUT : Edmond BURY et Joseph BRISMÉE écoutant les derniers conseils de leurs avocats : M<sup>me</sup> PHALEMPIN et DUPUIS. — EN BAS : Le chef des témoins : M. COUSSEMACKER, inspecteur principal de Police mobile à Lille, qui obtint les aveux des accusés. (Ph. Révelli)

Un beau matin, au lendemain des fêtes de Pâques, on trouva son cadavre portant de nombreuses traces de coups, dans la boue d'un fossé, près du port.

Mais il ne méritait pas, malgré tout, ce raffinement dans la cruauté qu'opéraient ceux qui l'exécutèrent.

Les meurtriers ne furent arrêtés que dix jours après leur crime, grâce à la perspicacité du brillant inspecteur principal de la brigade mobile Coussemacker.

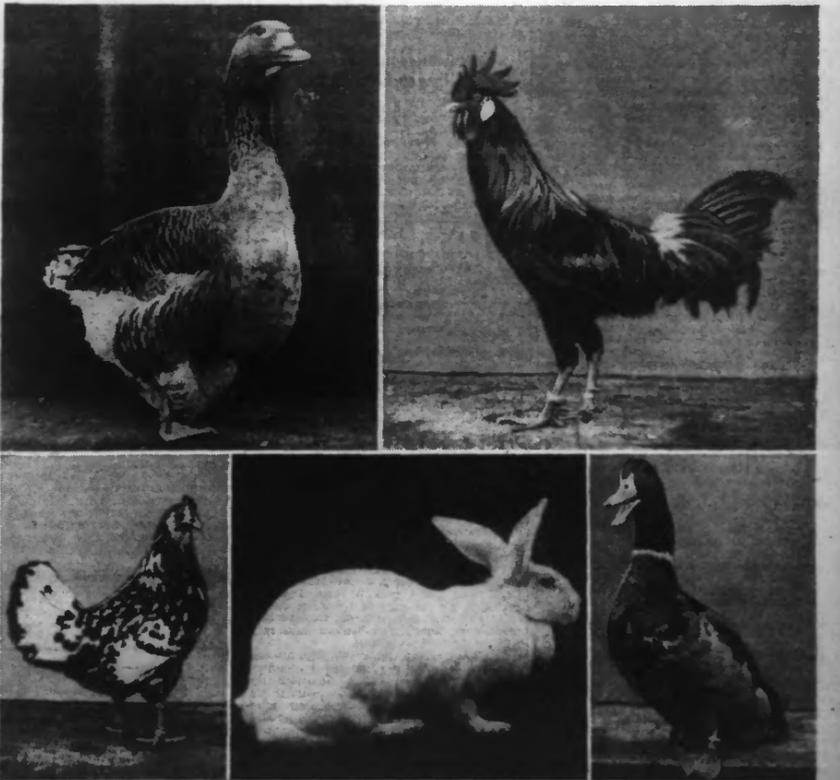
C'étaient un riche cultivateur du village — Edmond Bury, âgé de 23 ans, et son débiatant de bouissons : Joseph Brismée, 41 ans, tous deux chefs de familles, sur le compte desquelles Gamay avait l'habitude de colporter des injures et des propos venimeux.

Bury et Brismée, après avoir projeté Gamay dans un fossé, l'assommèrent à coups de gourdin, l'enfoncèrent dans la vase à l'aide d'un pieu et, pour parachever leur travail odieux, s'ingénierent à arroser de la boue accumulée dans le ruisseau le visage du malheureux.

(LIRE LA SUITE EN SIXIÈME PAGE)

## LA 33<sup>e</sup> EXPOSITION INTERNATIONALE D'AVICULTURE S'EST OUVERTE HIER A LILLE

M. ROSIER D'HERTAIN A REMPORTÉ LE PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE



QUELQUES GRANDS PRIX D'HONNEUR : EN HAUT, à gauche : « Oie de Toulouse » à M. DELAUGÈRE, du Lotet ; à droite : « Coq Léphorn doré » à M. VAN DEN BULCKE (Belgique). — EN BAS, de gauche à droite : « Poule pailletée argentée de Hambourg » à M. DELANNOY, de Croix ; « Lapin Géant des Flandres » (pétant à k. 250) à M. BUCHWALD, de Libercourt et un « Canard de Rouen » à M. BERG, de Strasbourg. (Photo Révelli)